

Recherches sociographiques



Jean MERCIER, *Les Québécois, entre l'État et l'entreprise*

Robert Poupart

Volume 31, Number 2, 1990

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056530ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056530ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Poupart, R. (1990). Review of [Jean MERCIER, *Les Québécois, entre l'État et l'entreprise*]. *Recherches sociographiques*, 31(2), 280–282.

<https://doi.org/10.7202/056530ar>

pratiques qu'ils tenteront d'élucider, ce qui diminuera parfois leur stature réelle dans des cas comme Lemelin, Bouchard ou Dagenais.

Mais c'est encore plus l'ouverture d'esprit du responsable du recueil qui amène l'ouvrage à dépasser le stade de la chronique économique ou de la galerie mondaine pour nous offrir un panorama des critiques que les penseurs «maquisards» adressent à la science économique, cette production considérée avant tout d'origine anglo-saxonne, et aux pratiques qu'en tirent nos économistes. Original pour nous, économistes, cet apport est fait de touches successives qui nous remettent progressivement en question et finissent par rattraper, grâce à un détour inattendu, les grandes interrogations de la pensée économique fondamentale. La surprise vient parfois de la justesse de certaines vues de l'observateur extérieur, d'autres fois, de sa conscience de valeurs occultées par nos techniques. Pour les non-économistes, c'est peut-être cette même section du livre qui confirmera certains dans la prétention qu'ils connaissent déjà tout l'essentiel de la dimension économique par une vue supérieure, sans avoir besoin d'une analyse fastidieuse, et pour eux inutile, du domaine économique et de ses réalités prosaïques. Cette impression de profondeur vient en partie du contraste entre les sujets plus pratiques abordés dans les entrevues avec les économistes et l'aspect critique suggéré plus souvent aux «maquisards». Les Anglo-Saxons nous parlent parfois de l'influence dominante chez nous des idéologues par rapport aux réalistes bien documentés et aux analystes rigoureux. Ce sont d'ailleurs deux catégories d'économistes, malheureusement souvent séparées même chez eux, que nous commençons à rencontrer en nos murs. Gilles Paquet voit ce problème avec acuité et tente de faire se rejoindre praticiens et théoriciens. Ce n'est pas un mince mérite pour l'ouvrage que cette double préoccupation de nous montrer nos limites et notre schizophrénie éventuelle.

Gérard-R. PELLETIER

*Département d'économie,
Université de Sherbrooke.*

Jean MERCIER, *Les Québécois, entre l'État et l'entreprise*, Montréal, L'Hexagone, 1988, 192 p. («Politique et société», 2.)

Les idées recues partagent le double avantage de la vraisemblance et du confort. Elles procurent un certain sentiment de sécurité intellectuelle et de belle chaleur consensuelle. L'ouvrage de Mercier me semble représenter une certaine forme de littérature universitaire comme il y en a trop. Je fais mes excuses à l'auteur de m'appuyer sur son œuvre pour parler d'un phénomène qui me tarabuste de plus en plus. Il n'y a rien de plus difficile à découdre que la vraisemblance. Le fil solide du vrai tient tout ensemble un tissu synthétique qui a toutes les apparences du coton, mais qui ne respire pas.

Bien sûr, comme le dit l'auteur, nous avons eu, au Québec comme ailleurs, quelques aventuriers coureurs de bois touffus et d'espaces vierges. Chez nous aussi, le système féodal a été miné. Ici encore, les milieux ruraux s'accommodent mal de la spécialisation. Nous avons été conquis, comme d'autres, et tous les lord Durhams de tous les continents et leurs

successeurs ont dû garder leurs porteurs d'eau et leur conserver leur mentalité de scieurs de bois. Tous ceux qui n'ont pas accès aux grands réseaux formels ou naturels de contrôle de l'économie ont tendance à se grouper dans des petites et moyennes entreprises souvent familiales qui, plus molles, font plus de place à l'homme-orchestre, à son autoritarisme et à son surmenage. Ici comme ailleurs, parce que partout les traitements infligés sont plus formateurs que les enseignements donnés, la pyramide des tyranneaux a tendance à percer encore l'horizon. La révolution bureaucratique répondait à des impératifs de redistribution de la richesse et elle a permis la montée de la classe moyenne des professionnels et des bureaucrates. Sur notre territoire aussi, le système bureaucratique se nourrit de centralisation et de formalisme, et entrave la mobilité. En même temps, il sert d'appui aux minorités qui utilisent les rigidités frontalières pour se protéger et se regrouper, et les leviers de l'équité pour se propulser. Dans ces contextes, on s'en doute, toutes les enquêtes homogénéisantes et harmonisantes portant sur le bilinguisme ou la pigmentation cutanée aident souvent, par un détour ou un retour des choses, à consacrer le clivage entre l'universalité du nationalisme métropolitain et le tribalisme des nationalismes provinciaux. Au Québec, comme ailleurs, les idéologies woodstockiennes participatives et égalitaires ont rendu difficiles les surpassements et faciles les nivellements. Certes, les dressages de la planification ne réussissent pas toujours à domestiquer un environnement rebelle. Il est âpre de réaliser centralement une décentralisation; que voulez-vous, *the medium is the message*. Enfin, ici aussi, l'informatisation, l'évolution de la main-d'œuvre et le fouet de la concurrence internationale obligent à revoir nos pratiques de management, nos égalitarismes autant que nos autoritarismes, réinventent les nécessaires solidarités des compétences et menacent nos cadres moyens.

Et alors? Tout ces rappels ne nous renseignent ni sur nous ni sur les autres parce qu'il y manque la perspective vraiment sociologique qui force la rencontre de l'histoire et de la biographie. Tout ça ne peut être ni notre biographie ni notre histoire parce que c'est une chronique d'événements occidentaux à laquelle fait défaut, précisément, l'histoire. Comme le Scully dont il parle, l'auteur doit se sentir au pilori de ceux qui ont dit la vérité. Il y a là vérité, mais vérité sans perspective confine souvent au misérabilisme dont cet écrit, je le crains, n'est qu'une nouvelle édition. Plusieurs téléromans, en confondant aussi histoire des peuples et fatalité individuelle, nous emmènent à épicer compulsivement nos agapes collectives de discussions sur les origines de notre infériorité.

Mais il n'y a pas que l'auteur, et comme je le soulignais au début, il y a surtout l'écriture universitaire. Après avoir créé une littérature en citant et en répétant les vieux auteurs, nous sommes en train d'en inventer une autre en nous citant mutuellement et donc en nous répétant. Oui la vérité s'y retrouve, mais dite et redite au point de devenir une collection de contenus banalisés, une macédoine d'idées reçues à l'arrière-goût fadasse du vain, une courtépoinde de petites vérités usées, un tissu synthétique sans vie qui résiste à tous les usages et à tous les lavages. Cela convient aux conversations de cocktail, mais en socialisant la science on ne fait toujours pas de sciences sociales.

Bref, la chaleur moite de cette catalogne est bien inconfortable. À moins que l'auteur (comme ses collègues) ne poursuive, en renversant la vapeur, son amorce de réflexion, je crains fort que, faute d'idées nouvelles, tout occupé (comme eux) à produire des livres plutôt que du sens, il ne se soit lancé tête baissée dans la nouvelle et astreignante joute universitaire à la mode, le *publish or perish*.

Pour ceux que cela intéresse toujours, mentionnons que Jean Mercier reprend, sans rien y ajouter vraiment, les différentes explications de l'infériorité économique des Canadiens

français. Après avoir fouetté à grands renforts de moulins ce cheval mort, il conclut par une thèse qui tient tout entière dans son titre et qui n'apporte aucune lumière nouvelle sur ce qu'on sait déjà de la complicité entre l'État et l'entreprise dans les sociétés postindustrielles.

Robert POUPART

*Département des sciences administratives,
Université du Québec à Montréal.*

Geneviève CAREL, William J. COFFEY et Mario POLÈSE, *L'impact de la migration sur le développement régional: deux courants de pensée*, Montréal, Institut national de recherche scientifique (I.N.R.S.) – Urbanisation, 1989, xii+62 p. (Collection «Études et documents», 60.)

Cette courte étude, comme l'indiquent eux-mêmes les auteurs, est plus une réflexion à propos du rôle des migrations, dans la perspective néo-classique, sur le développement régional et particulièrement sur l'évolution des disparités économiques qu'une analyse empirique des conséquences réelles de ces migrations. Le travail se divise en quatre chapitres d'ampleur inégale et débouche sur un ensemble de conclusions qui, à défaut d'apporter des réponses définitives, mettent en relief les difficultés à prévoir les effets des migrations. La question des migrations en regard des disparités est abordée selon deux courants de pensée différents mais néanmoins complémentaires, identifiés comme l'approche néo-classique et celle du développement local.

Le premier chapitre, sans doute le plus élaboré, situe le rôle et les conséquences des migrations dans le modèle néo-classique selon lequel les déplacements de la population contribuent à long terme à l'équilibre de l'économie entre les régions et par le fait même à la réduction des disparités. En faisant référence à la littérature économique particulièrement de source canadienne, les auteurs présentent les hypothèses de base du modèle, puis s'attardent sur quelques facteurs propres à expliquer la persistance des disparités au Canada, contrairement aux résultats attendus. Ils s'arrêtent successivement sur certains déterminants de la migration, sur des phénomènes d'ajustement des économies régionales et sur les effets de déséquilibre qui concourent au maintien ou à l'élargissement des disparités. Cette analyse, qui a le mérite de présenter de façon cohérente et conforme aux commentaires et aux conclusions de plusieurs analystes les principales articulations de la théorie économique sur la migration et les disparités, n'apporte toutefois qu'un éclairage partiel à une question fort complexe. Une vision exclusivement économique des problèmes en cause, liée à la nature des modèles considérés, contribue à oublier de nombreux aspects de la migration et d'importants facteurs de disparité.

Le chapitre suivant se consacre à l'étude des migrations et des disparités selon l'approche du développement local. Le déplacement des personnes constitue un transfert de potentiel de croissance capable d'affecter à long terme les régions touchées et d'entraîner un élargissement des disparités. Cette vision, qui, aux dires des auteurs, ne constitue pas un courant de pensée bien établi, s'inspire du modèle néo-classique. La définition de